

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 11 au 17 mars 2017

Rappel, la semaine dernière : Campagne présidentielle, Affaire Fillon, Moralisation de la vie politique ...

Campagne-élection présidentielle : modéré à fort, en hausse

Près de 80 personnes ont commenté la campagne électorale, contre une soixantaine la semaine dernière, soit une hausse continue des courriers sur le sujet.

Alors que plusieurs petits candidats ont demandé au Président de les aider dans leurs recherches de parrainages, un nombre croissant de correspondants demandent le report de l'élection, en raison du climat entourant la campagne électorale (« *arrêtez ce cirque* ») qui ne permettrait pas à cette dizaine d'électeurs de se faire une opinion « *sereinement* ».

Le Front national devient le sujet le plus commenté avec une vingtaine de messages dont **les ⅔ expriment une opinion favorable sur ce parti.**

Parmi ces derniers, une courte majorité d'intervenants disent clairement leur intention de voter pour Marine Le Pen en invoquant **le besoin de « restaurer l'autorité républicaine »**, le rejet de la candidature de F. Fillon en raison des affaires, la politique fiscale notamment en direction des retraités et dans une moindre mesure, l'immigration et les valeurs nationales. Ils sont un peu moins nombreux à rejeter l'idée qu'elle représenterait une menace pour la démocratie (un « *soi-disant danger* »), préférant pointer « *la responsabilité des élus de gauche comme de droite déconnectés et n'écoulant pas la voix du peuple* ».

Pour le dernier tiers, le FN fait peur. Quelques-uns demandent au Président « *garant de la cohésion nationale* », une parole forte qui démontrerait le danger que représente la progression des nationalismes et du protectionnisme en France mais également en Europe : « *J'ai peur pour mon pays, peur pour l'Europe qui nous a permis de vivre en paix. Et je suis extrêmement inquiet de constater que de plus en plus de Français n'en sont pas conscients* ».

La candidature de Benoît Hamon suscite le débat chez une douzaine de sympathisants socialistes, la plupart demandant un soutien du Président : « *il faut le soutenir, il a été élu* ». Les autres font le constat d'une candidature « *incapable de rassembler* » qui les conduirait à une « *défaite assurée* ».

Quant à Emmanuel Macron, la plupart des 7 messages reçus réclament un soutien présidentiel. Qu'ils soient centristes ou socialistes refusant de voter pour B. Hamon « *le frondeur* », tous souhaitent la continuation de la politique économique du quinquennat « *inspirée d'E. Macron* ». Les quelques réserves exprimées portent sur sa capacité à constituer « *une véritable majorité pour gouverner* », inquiétude renforcée par son « *manque d'expérience [qui] laisse craindre qu'il soit le jouet d'ambitions et de soutiens plus ou moins sincères* ».

Par ailleurs, près d'une vingtaine de personnes ont demandé au Président de présenter sa candidature au regard du « *spectacle affligeant* » et de ses qualités humaines et morales : « *vous êtes un homme "irréprochable"* ».

Enfin, tandis que les intentions de vote blanc sont en baisse, plusieurs abstentionnistes ont renvoyé cette semaine leurs cartes d'électeurs.

Affaire Fillon et moralisation de la vie politique : faible, stable

Seulement 9 personnes ont évoqué l'affaire Fillon. Si les positions sont tranchées elles restent stables dans leur répartition. Les ⅔ émanent de partisans du candidat LR convaincus qu'il est victime d'un complot, certains avertissant être prêts à voter Front national si F. Fillon n'était pas au second tour : « *ne vous en déplaise, la droite gagnera* ».

En dehors de ces soutiens, domine le sentiment que ces affaires ont révélé un homme aux « *manières d'être trompeuses* » et « *peu scrupuleux* ». Ecœurés par « *ces gens qui se gavent, de ces sommes faramineuses qui* ».

passent de mains en mains alors que certains se débattent avec un salaire de misère », ces électeurs « *désabusés* » s'interrogent sur leur participation au scrutin.

Sur le sujet des affaires, Marine Le Pen est épargnée : seule 1 personne s'est dite choquée de son refus de se rendre aux convocations judiciaires.

Meeting du ministre turc des affaires étrangères : modéré

Une vingtaine de personnes ont critiqué la venue à Metz dimanche dernier, du ministre turc des Affaires étrangères, dans le cadre de la campagne pour le référendum sur le projet de révision constitutionnelle visant à renforcer les pouvoirs du président turc.

Les correspondants estiment que le Chef de l'Etat aurait « *dû faire comme ses homologues européens* » et interdire la tenue de « *ce meeting au caractère nationaliste et antidémocratique* ». Ces opposants à la venue de M. Cavusoglu n'évoquent que très rarement la question soulevée par le référendum mais déplorent unanimement un « *manque de solidarité européenne* » qui « *fait encore du mal à notre Union* ». Ainsi l'autorisation est perçue comme « *une honte* » qui renvoie l'image d'une France « *cautionnant un mégalomane hypocrite et brutal qui traite de nazis nos voisins européens qui le rejettent !* ».

A cette occasion, trois personnes issues de la communauté turque en France partagent leur « *révolte* » face au « *manque de fermeté* » du Président de la République vis-à-vis du Gouvernement turc. Ils accusent ce dernier de « *bafouer toutes les libertés démocratiques inscrites dans la Constitution* », de mener des arrestations arbitraires, de « *monter de toutes pièces des procès où la défense ne peut s'exercer* », et se désolent de voir « *notre pays cautionner ces dérives* ».